
Le mois

le mois
L'REVUE NOUVELLE - FÉVRIER 2008

Irak : après trente-quatre ans de peste, cinq ans de choléra

PIERRE COOPMAN

Des nouvelles rassurantes d'Irak ? Après cinq ans d'occupation, l'optimisme n'est pas au rendez-vous. L'année 2008 a débuté, à Bagdad, avec un attentat tuant trente personnes. La capitale avait pourtant connu un second semestre 2007 relativement calme. Il convient de rester prudent face à la formation, début janvier, d'une coalition de cent députés irakiens, sunnites et chiites. Parmi les signataires figurent, notamment, les partisans du chef radical chiite Moqtada al-Sadr et les élus de la liste nationale irakienne de l'ancien Premier ministre Iyad Allaoui. Cette coalition s'oppose au bloc de cent dix députés soutenu par l'actuel Premier ministre Nouri al-Maliki. Dans un pays marqué depuis longue date par la violence politique, rien ne permet, pour l'instant, de prédire un retour à la paix civile. À l'heure de boucler cette édition de *La Revue nouvelle*, l'annonce de la réhabilitation des anciens employés et cadres du service public affiliés au Baas (l'ancien parti unique sous Saddam Hussein) arrive sans doute beaucoup trop tard. La « débaasification » dirigée par l'Américain Paul Bremer, au titre d'administrateur de l'Irak, en 2003 et 2004, fut une des principales erreurs de la gestion de l'après-Saddam. Même les plus farouches opposants au baasisme n'ont aujourd'hui aucune peine à l'admettre.

Vers la mi-mars, le cinquième anniversaire de l'invasion américaine sera célébré, comme il faut

s'y attendre, lors de manifestations du mouvement antiguerre. Mais au lieu de détailler l'argumentation des pourfendeurs des États-Unis, attardons-nous sur la vision rétrospective des avocats de la guerre. Se morfondent-ils dans un *mea culpa* qui ferait pavaner d'orgueil les théoriciens de l'antiguerre ? La réponse est presque positive, au moins pour l'un des cerveaux de l'invasion de l'Irak : Kanan Makiya.

À la veille du conflit, en octobre 2002, *La Revue nouvelle* avait présenté l'analyse de l'Irakien Kanan Makiya¹. L'auteur de la *République de la peur* (*Republic of fear*), parue en 1989 sous le pseudonyme de Samir al-Khalil², a détaillé l'exercice « indiscriminé et aveugle de la terreur » qui caractérisait le baasisme sous Saddam Hussein. La terreur était légitimée par les écrits de Michel Aflaq, fondateur du Baas (la résurrection), un parti prônant explicitement l'élimination physique comme instrument d'un nouveau nationalisme arabe.

Dès avant la guerre, l'alternative proposée était donc tragique : entre l'attentisme criminel ou l'interventionnisme destructeur, la peste ou le choléra, Kanan Makiya misait sur la seconde option. Il n'ignorait pas qu'en « l'absence d'une société civile et politique en Irak », la libération pourrait se solder par « une guerre civile aussi meurtrière que trente-quatre ans de résurrection arabe et socialiste³ ».

Enseignant à la Brandeis University de Boston, exilé aux États-Unis, Kanan Makiya avait rencontré Georges Bush à la Maison Blanche, dé-

but 2003, deux mois avant l'offensive. Il aurait alors déclaré au président américain que les GI's seraient accueillis avec « des sucreries et des fleurs ». . . Kanan Makiya connaissait pourtant les apories de son propre discours, mais semblait les nier par idéalisme. Quatre ans plus tard, Dexter Filkins, correspondant en Irak et en Afghanistan, est parti sur les traces du professeur d'études islamiques et du Moyen-Orient. Au terme des différents entretiens de Kanan Makiya avec le journaliste, publiés dans le *New York Times*⁴ en octobre 2007, l'on découvre un cas exemplaire de l'ambiguïté qui lie l'intellectuel à l'action politique.

Le récit de Dexter Filkins commence lors d'un dîner à Dokan, au Kurdistan, où il participe à une réunion de plusieurs orientalistes connus, travaillant à un projet d'université américaine en Irak. Les convives sont unanimes, malgré l'échec du projet américain, pour vanter les bienfaits de la chute de Saddam Hussein. Parlant la bouche pleine, le Libanais Fouad Ajami, professeur à l'université Johns Hopkins, maintient contre vents et marées que les bienfaits de l'invasion américaine de 2003 doivent encore être révélés, mais qu'ils le seront un jour. Sur ces entrefaites, Kanan Makiya se lève et intervient, provoquant le malaise par une simple question : « Combien d'Irakiens sont morts depuis 2003 ? » Silence à table. Makiya semble se poser la question autant qu'il la pose aux autres : est-ce cinq cent mille morts ? Deux cent mille morts ? Qu'annoncent les statistiques ? Quelqu'un évoque une étude... Makiya reprend : « On se rapproche de Saddam. » Puis, il se rassoit. Le dîner continue.

Au cours d'un entretien accordé chez lui, aux États-Unis, Makiya confiera à Dexter Filkins « Vous savez, d'une certaine manière, les réalistes ont toujours raison, même lorsqu'ils se trompent moralement ». Étonnante capitulation pour celui qui estimait, avant 2003, que les réalistes se trompaient moralement et politiquement. Makiya avait dressé le jeu de cartes, la liste des cinquante-deux têtes à capturer, mais plaidait, au-delà des cercles du pouvoir, contre le cycle

infernale de la vengeance et en faveur de l'amnistie. L'idéalisme de Makiya, c'était le travail de mémoire, une évolution à la sud-africaine, sans règlements de compte. Il savait, de toute évidence, que le totalitarisme envahissant de Saddam Hussein n'avait épargné aucun millimètre carré de l'Irak. La majorité de la population avait été brutalisée sous Saddam. La société était atomisée et l'identité irakienne était irrémédiablement détruite. Kanan Makiya affirmait que la douleur ne s'estomperait pas, que le souvenir de cette douleur commune servirait à construire une nouvelle identité irakienne. L'intellectuel était lucide. À l'automne 2002, moins d'un an avant la guerre, il avait confié au *Boston Globe* : « Même si les chances de réussite se limitent à 5 %, je crois qu'il est de notre devoir de tenter quelque chose. Ce serait la victoire de l'espoir sur l'expérience. N'est-ce pas d'ailleurs ce que devrait être la politique ? »

Le maître d'œuvre de Kanan Makiya s'appelait Ahmad Chalabi, le président du Congrès national irakien, un parti politique en exil avant 2003, financé à l'époque par les États-Unis.

« Je croyais que Chalabi était notre homme », confie Kanan Makiya. « Je croyais qu'il avait cassé la pierre qui pétrifiait les hommes politiques arabes. Il n'était pas surexcité par la question arabo-israélienne, il n'avait pas d'antécédents nationalistes arabes. Il pouvait s'asseoir à même le sol pour parler avec des mollahs, escalader les chemins les plus escarpés pour converser avec des Kurdes dans des villages de montagne et arpenter les allées du pouvoir à Washington. Je ne connaissais pas d'autre homme politique arabe de cette trempe. »

Mais Ahmad Chalabi décevra. Kanan Makiya dresse la liste de ses erreurs. D'abord la manière dont Chalabi présidera le comité de « débaasification » : « L'idée était de permettre le repentir des anciens baasistes, mais Ahmad en a fait une expédition punitive, ciblant les baasistes sunnites. Il ignorait que la complicité en Irak était l'affaire de tous, même des chiites. » Ensuite, Chalabi ira flirter avec Moqtada al-

Sadr, le jeune islamiste chiite populaire dans les quartiers pauvres de Bagdad, commandant de l'armée du Mahdi, jugée responsable de la plupart des exécutions et règlements de comptes confessionnels. Exaspéré, Kana Makiya confie qu'Ahmad Chalabi lui a avoué vouloir amadouer Moqtada Al-Sadr pour qu'il se range auprès des hommes politiques modérés : « Il pensait pouvoir manœuvrer avec un islamiste comme il a manœuvré toute sa vie. »

Kana Makiya ne se contente pas de faire porter la responsabilité aux autres : « Où me suis-je trompé », se demande-t-il ? « Je dois explorer mes certitudes d'avant-guerre. » Il n'élude pourtant pas les responsabilités des Américains : « Je réalise aujourd'hui, même si je ne le pensais pas à l'époque, que leur plus grande erreur fut d'occuper et d'administrer directement l'Irak. L'armée n'aurait pas dû être dissoute, je l'avoue. J'avais une phobie de l'armée. Je croyais qu'elle serait utilisée pour fomenter des coups d'État. C'était une erreur. »

Plus fondamentalement, Kana Makiya explique qu'après la chute de Saddam, la stabilité dépendait de la volonté chiite de protéger et d'assurer la sécurité de la minorité sunnite. En d'autres termes, les chiites auraient dû avoir le courage de ne pas faire parler leurs armes lorsqu'ils furent visés par les premiers attentats sectaires.

Question de mettre du tiers dans son reportage, Dexter Filkins va également rendre visite à Ali Allawi. Ami de Makiya et neveu de Chalabi, Allawi s'est opposé à la guerre, mais a accepté d'être ministre de la Défense et du Commerce dans le nouvel Irak. Après avoir échappé à un attentat suicide, il est rentré « chez lui » dans le Kensington à Londres, profondément désemparé. « C'était perdu d'avance. Ce qui était condamné, c'était la tentative de refaçonner l'Irak. »

Dexter Filkins a demandé à Allawi s'il considère que Makiya peut être jugé responsable de la catastrophe actuelle : « Je l'exonère de toute responsabilité, car je ne crois pas que son influence

était aussi importante qu'on le dit [...]. Je n'arrive pas à m'imaginer que des gars comme Paul Wolfowitz ou Dick Cheney permettraient qu'on les manipule. Ils sont trop cyniques et ils ont toujours eu leur propre agenda. Quelques Irakiens qui chantaient leur partition furent jugés commodes et utiles. Voilà tout. » ■

15 janvier 2008